

Questions orales

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): J'ai déjà eu l'occasion de déplorer que le Royaume-Uni se refuse à indexer ces retraites. Les discussions sont pour le moment suspendues, car le Royaume-Uni demande au Canada d'adopter une formule différente, ce que nous ne sommes pas en mesure de faire aux termes de la loi actuelle.

D'autre part, je suis heureux de pouvoir informer le député que d'ici quelques semaines j'espère pouvoir annoncer un réaménagement de notre régime de sorte que nous pourrions en arriver, j'espère, à une solution satisfaisante, à cet égard non seulement pour les immigrants britanniques, mais aussi pour ceux d'autres pays.

Des voix: Bravo!

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

LA COMMANDE D'AVIONS LOCKHEED—LA POSSIBILITÉ D'AVALISATION DU PRÊT BANCAIRE PAR LE GOUVERNEMENT—DEMANDE DU DÉPÔT DE L'ÉTUDE DES AVANTAGES POUR L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE CANADIENNE

M. Stuart Leggatt (New Westminster): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Le ministre a déclaré, en réponse à une question posée plus tôt par le député d'Oshawa-Whitby, que lui et ses collaborateurs essaient actuellement de concert avec les banques canadiennes de résoudre la question des avances de fonds. Il semblerait que les banques canadiennes refusent d'avancer des fonds si le gouvernement fédéral ne garantit pas l'emprunt. Même si l'office américain de garantie des prêts autorise cet emprunt, est-ce l'intention du ministre de demander à la Chambre d'approuver un prêt à Lockheed que les banques canadiennes elles-mêmes refusent de consentir? Vont-ils demander au contribuable d'assumer un risque que les banques canadiennes n'osent pas prendre à propos du contrat de Lockheed?

L'hon. James Richardson (ministre de la Défense nationale): Non, monsieur l'Orateur.

M. Leggatt: Je ne suis pas entièrement satisfait de cette réponse.

Des voix: Bravo!

M. Leggatt: Ma question est celle-ci: le gouvernement fédéral ne garantira-t-il pas le prêt proposé par les banques fédérales?

Et pour devancer une question supplémentaire au sujet de la réponse qu'il a déjà donnée à propos des bénéfices industriels, le ministre est-il prêt à déposer les études concernant l'appareil Orion de Lockheed par rapport aux autres solutions possibles comme la remise en état de l'appareil Argus et les avantages que cette solution présenterait pour l'économie canadienne, comme par exemple, la création d'emplois et les investissements effectués au Canada? Les déposera-t-il à la Chambre afin que nous

[M. Parent.]

puissions examiner l'évaluation que le ministre a faite à cet égard?

● (1440)

M. Richardson: Monsieur l'Orateur, en réponse à la première partie de la question, il ne s'agit pas d'une garantie que le gouvernement fédéral donnerait aux banques canadiennes. Nous mettons au point les termes de l'accord. Je le répète, s'il est conclu, on en annoncera les détails. Je ne puis en dire plus pour le moment. Quant aux avantages pour l'industrie, j'ai déjà dit qu'ils seraient considérables.

M. Leggatt: Les retombées.

M. Richardson: Encore une fois, ils feront l'objet de discussions approfondies et seront entièrement divulguées une fois le contrat conclu. En chiffres ronds, nous garantissons 420 millions de dollars d'affaires à l'industrie canadienne. Il est question de construire au Canada des éléments de structure pour 150 avions, ce qui, en chiffres ronds, représente encore 160 millions de dollars; on obtient donc un total de quelques 580 millions de dollars. Mais ce n'est pas tout. Si tout va bien, plus de 900 millions de dollars iront à l'industrie canadienne, soit presque autant que le coût total du contrat. Tout cela sera annoncé en détail quand le contrat sera signé et que nous pourrions entreprendre la réalisation du projet.

* * *

LES FINANCES

LA PRÉSENTATION DU BUDGET—DEMANDE D'ÉTUDE EN COMITÉ DES OPTIONS FINANCIÈRES EN PERSPECTIVE

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Ma question s'adresse au ministre des Finances et je lui en ai donné préavis. Le ministre peut-il nous dire quand il présentera son prochain budget et afin de dissiper le mystère qui entoure la politique économique du gouvernement, le ministre va-t-il donner un avant-goût du budget au comité des finances, du commerce et des affaires économiques afin de lui permettre d'examiner les options financières qui s'offrent au Canada en cette période difficile?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de m'avoir donné préavis de sa question. En réponse à la première partie, je prévois que le budget sera présenté au cours de la deuxième quinzaine de mai. La date précise n'a pas encore été choisie, mais ce sera à peu près à ce moment-là.

En ce qui concerne la possibilité d'un tour d'horizon prébudgétaire, je dirai deux choses. La première est que les documents économiques seront prêts fin avril; et dans le cadre des travaux du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques, nous pourrions peut-être passer en revue la situation économique au début de mai en prévision du budget.